Canada : fin de la détention des immigrés dans les prisons

Partage international n° 430 – Juin 2024

C'est une grande victoire pour les droits des migrants et des réfugiés : les dix provinces du Canada se sont engagées à mettre fin à leurs accords de détention des immigrants avec l'Agence des services frontaliers du Canada. Grâce à leur campagne *#WelcometoCanada* en 2021, Human Rights Watch et Amnesty International Canada ont réussi à mettre fin à la pratique consistant à enfermer des milliers d'individus dans les prisons provinciales à travers le pays, au seul motif qu'ils sont immigrés. Les conditions de vie dans ces prisons sont inhumaines et les installations tellement punitives que ces détentions sont dévastatrices pour la santé mentale des personnes, et incompatibles avec les normes internationales en matière de droits de l'homme.

Des centaines de militants, avocats, prestataires de soins de santé, leaders religieux, immigrants anciennement incarcérés et organisations diverses ont appuyé la campagne *#WelcomeToCanada*, et fait pression sur les autorités provinciales et fédérales pour qu'elles mettent fin à l'utilisation des prisons pour la détention des immigrants. Plus de 30 000 Canadiens ont écrit directement aux responsables politiques.

Un rapport publié en 2021 par Human Rights Watch et Amnesty International montre que les personnes de couleur *« en particulier les hommes Noirs »* sont enfermées dans des conditions plus restrictives et pour des périodes plus longues que les autres détenus, et que les personnes handicapées font également l'objet de discriminations. Les personnes en détention pour fait d'immigration sont régulièrement menottées, entravées et détenues avec peu ou pas de contact avec le monde extérieur. En outre, le Canada n'ayant pas fixé de limite légale à la durée de la détention des immigrants, les personnes peuvent être emprisonnées pendant des mois, voire des années, sans aucun recours.

A l'expiration des accords conclus avec les provinces *« les quatre derniers expirant en juin, septembre, et mars 2025 »,* l'agence des frontières n'aura plus accès aux prisons provinciales pour la détention des immigrants. Cependant, elle gère également elle-même trois centres de rétention d'immigrants qui ressemblent à des prisons de moyenne sécurité. Comme le résume Kitty Nivyabandi, d'Amnesty International Canada : *« Il y a maintenant une pression claire sur le gouvernement fédéral pour qu'il mette fin à ces pratiques horribles. »*

Canada
Sources : Human Rights Watch
Thématiques :
Rubrique : Vers un meilleur avenir pour tous